

Prolongation

Formation duale : du plomb dans l'aile?

L.R.A.

Libreville/Gabon

Un milliard 200 millions investis. Une vingtaine d'enseignants formés. Plus de 102 entreprises partenaires. Tout était parti pour que la filière bois se dote de professionnels performants issus des "laboratoires" locaux. Jusqu'à ce que des bruits de boycott se sont fait entendre. À qui profite le crime ?

Il y a quelques jours, le Collectif des enseignants formés en Suisse montait au créneau. Ces éducateurs sortaient ainsi d'un silence qui avait assez duré. Refusant par la même occasion d'être complices d'une situation qui pourrait compromettre l'avenir d'un secteur : le bois, en dépit de son plein essor. L'Union n'indiquait-il pas dans sa parution du 6 juin 2018 en page 5: "L'industrie du bois poursuit sa dynamique"? Preuve donc que la filière est au mieux de sa forme. Le Salon international du bois, dit Gabon Wood, tenu du 20 au 22 juin, a encore apporté la preuve du frémissement du secteur qui permet au pays de faire une mutation économique. Mais ce sursaut pourrait être compromis si la ressource humaine de qualité venait à faire défaut à cette branche.

Le lundi 4 juin donc, le collectif a dénoncé en premier ce qu'il appelle une confiscation des carrières. Avec la difficulté que ces enseignants rencontrent à être insérés dans les grades de doctorats auxquels ils ont pourtant accédé, grâce aux compétences qu'ils sont allés acquérir si loin en Suisse. Compétences qu'ils



Le collectif des enseignants formés en Suisse est récemment monté au créneau.

ne peuvent non plus déployer.

Au cours d'une déclaration lue ce jour-là, par leur porte-parole, ces désormais experts de la formation duale exprimaient toute leur colère. Car si leurs compétences ne sont pas mises en valeur, la formation duale pourrait mourir. « À défaut d'exister de nom sans véritable efficacité », murmure sous couvert d'anonymat, une source proche de ce dossier.

« La première crainte est que les entreprises pourront se retirer. L'on reviendra alors à la précédente forme de l'alternance », poursuit notre informateur.

POUSSÉE D'ADRÉNALINE* Depuis sa poussée d'adrénaline, le collectif dit des enseignants formés en Suisse, a été invité à réintroduire ses dossiers. L'on aurait pu alors croire que côté carrière, le bout du

tunnel était proche. Que nenni !

« Pour les carrières, la situation ne se déblocuera pas de sitôt. Les gens bougent par peur d'être interpellés. Une fois qu'ils sentiront le mou, ils vont faire trainer », dénonce notre interlocuteur, visiblement au fait de l'évolution de la situation.

Si la première crainte est le retrait des entreprises, le nœud du problème reste la redynamisation de la coopération avec la Suisse, ce partenaire qui facilite le financement des activités.

Concrètement, la Suisse finance les actions par l'entremise de son assistant technique permanent résidant au Gabon. Le circuit est donc celui-ci: le Gabon verse l'argent à la Suisse, qui renvoie cet argent en fonction du calendrier défini des activités à son assistant technique résident, qui s'organise au sein de la

cellule opérationnelle avec l'équipe projet.

Ensuite, l'équipe projet met l'action en œuvre, avec l'implication des autorités, les agents de références et autres compétences nécessaires au sein des ministères concernés par l'activité. Cette formule garantit la régularité des actions et permet de pouvoir couvrir tous les besoins et actions du projet. « C'est pour cette raison que tout allait si bien. »

Il ne faut donc pas visiblement prendre le risque du retrait de la Suisse du projet. Comment donc éviter ce qui s'apparente visiblement à un échec ?

À QUI PROFITE LE CRIME* « Voyez-vous, il y a 102 entreprises partenaires qui accueillent les jeunes. Mais ce sont 181 qui ont signé les partenariats. Ce qui suppose qu'ils peuvent donc accueillir eux-aussi les jeunes. Le projet

pouvant injecter à peu près 220 apprentis par an dans la formation. Malheureusement, les actions de terrain ne sont pas financées. Les ministres Florentin Moussavou et Nadine Patricia Anguilet ont mis toute leur énergie pour faire prospérer ce projet, mais le blocage venait des directions qui gèrent le budget du ministère », lance, sans ambages, notre source.

À qui donc profite le crime ? Car si on se réfère à ce qui avait été énoncé lors du lancement de la formation duale, celle-ci avait pour ambition d'accompagner l'industrialisation de la filière-bois gabonaise. Les formations devaient doter le secteur de professionnels performants issus des "laboratoires" locaux. La situation semble donc

profiter à ceux qui occupent certains postes relevant des compétences des experts outillés aux rudiments de cette formation. Sinon, comment comprendre que l'on ait envoyé des hommes acquérir une expérience, des compétences et que ceux-ci peinent aujourd'hui à les déployer, la procédure pour leur basculement dans l'enseignement supérieur étant boycottée.

CES PROBLÈMES QUI PLOMBENT LE PROJET* « Vous savez, tellement de choses ont émaillé le parcours des enseignants du collectif et l'apprentissage dual. Tenez, en 2016, le baccalauréat professionnel de la filière-bois a eu ses premiers diplômés. Une promotion ayant eu 100% d'admis. Aucun ne bénéficie de la poursuite des études dans la filière faute de structures d'accueil et à cause du ralentissement de la coopération avec les Suisses. Malgré la publication d'une circulaire par le ministre de l'Éducation d'alors, qui demandait l'ouverture d'une classe préparatoire à l'Institut de technologie d'Owendo (ITO), pour les baccalauréats professionnels, option menuiserie industrielle, cette classe n'a jamais vu le jour. Conséquences, les bacheliers se dispersent et s'inscrivent dans d'autres filières », déplore notre interlocuteur.

Il est tout de même à noter que la classe préparatoire a été ouverte en 2018, soit un an et demi plus tard. Mais les problèmes, il y en a à la pelle, qui plombent le projet. L'on repose donc la question : à qui profite le crime ?

Et aussi...

La formation duale en question

L.R.A.

Libreville/Gabon

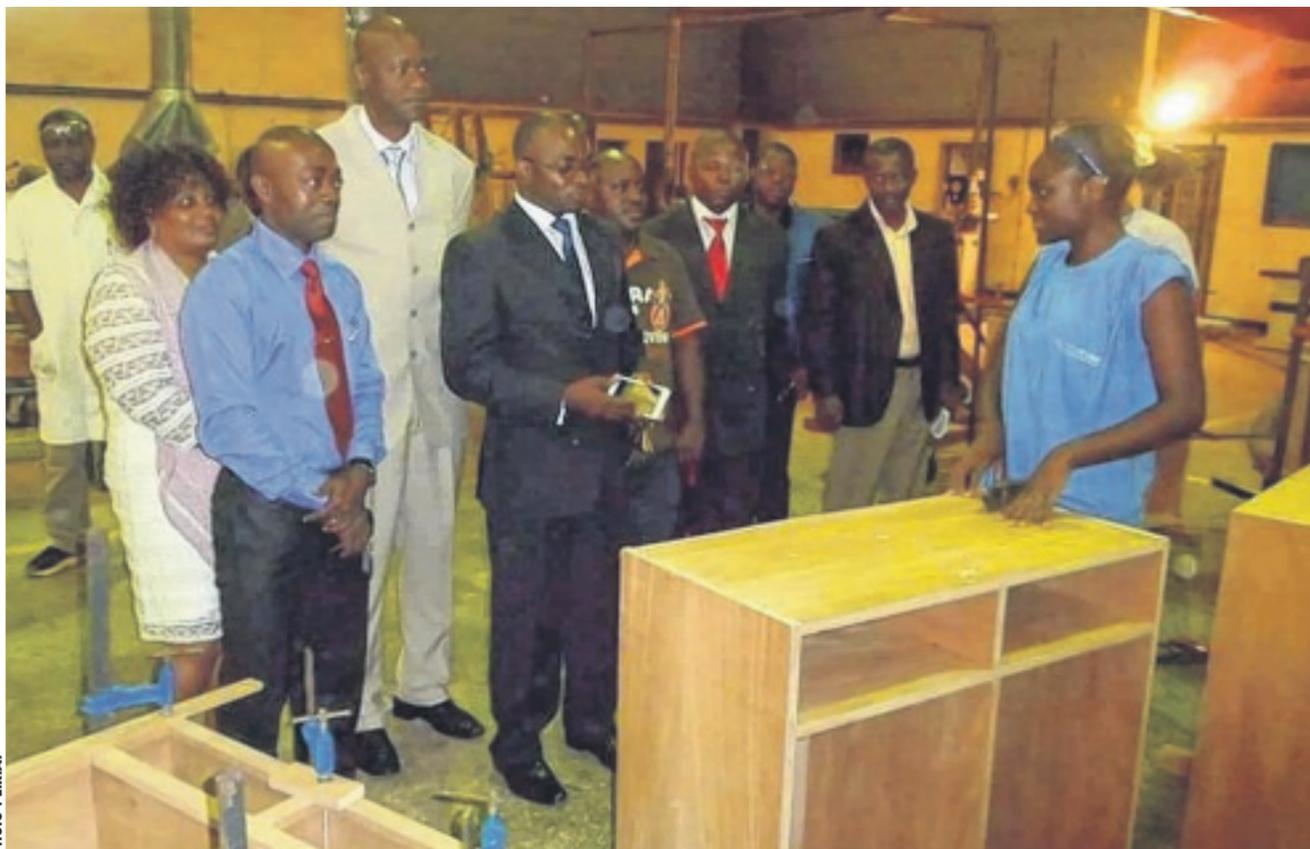
EN associant pratique et théorie, l'apprentissage dual veut mettre sur le marché de l'emploi des jeunes prêts à être utilisés par leur entreprise aussitôt recrutés. Importée de la Suisse, cette méthode de formation gérée par la cellule Gabon-Suisse du projet installé à Owendo, ambitionne d'accompagner l'industrialisation de la filière-bois.

L'apprentissage dual, c'est donc une formation en 3 étapes simultanées. Les cours théoriques au lycée, la formation pratique en entreprise, et les cours inter entreprises où

tous les jeunes reçoivent au même moment la formation sur un module précis. Il peuvent ainsi réaliser une commode, par exemple.

Au moment de son lancement, seules les filières menuiserie industrielle et sciage déroulage étaient ouvertes. Aujourd'hui, d'autres offres d'apprentissage ont enrichi cette formation calquée du modèle suisse, qui inspire d'ailleurs de nombreux pays de par le monde.

La France, les États-Unis d'Amérique, notamment, vont en Suisse s'imprégner de cette méthode de formation, qui permet à ce pays d'Europe d'afficher un taux de chômage de 7%.



Des apprentis pendant une séance de formation duale.